

SA GOLD BY GOLD

111, Avenue Victor Hugo
75116 PARIS

RAPPORT

de

FERCO S.A.S

Commissaire aux Comptes

SUR LES COMPTES ANNUELS

(Exercice clos le 31 décembre 2019)

-:-:-:-:-



103, Avenue Raspail – 94250 Gentilly
Tél : 01.47.40.81.50
ferco@ferco-experts.fr
www.ferco-experts.fr

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société **SA GOLD BY GOLD** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le Conseil d'Administration le 28 avril 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.



Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note "Etat des provisions" :

« De fait, au regard de l'incertitude manifeste régnant sur l'issue de cette procédure de la part des autorités, du risque Pays correspondant, de la longueur de la procédure qui dure depuis plus de six années et de l'arrêt des activités de négoce, toutes les provisions ont été maintenues et même complétées dans les comptes établis au 31 décembre 2019. En conséquence, à cette date, l'ensemble des provisions correspondant aux opérations péruviennes s'élève à un montant de 2 361 K€. A ce jour, GOLD BY GOLD, de manière directe et indirecte, bénéficie de la part de son représentant local pour les avances effectuées, d'une hypothèque sur un bien immobilier ainsi qu'une garantie correspondant à des parts de sociétés bénéficiaires de titres miniers (mine de Tungstène située au Pérou) »

JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les notes de l'annexe exposent les règles et méthodes comptables retenus par votre société pour l'établissement des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2019.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VÉRIFICATION DU RAPPORT DE GESTION ET DES AUTRES DOCUMENTS ADRESSÉS AUX ACTIONNAIRES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion arrêté le 28 avril 2020 et dans les autres documents adressés aux Actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels. S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêtés des comptes relatifs aux effets de la crise liée au Covid-19, la direction nous a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication à l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes.

RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de Commissaire aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Paris, le 28 avril 2020

FERCO SAS
Commissaire aux Comptes

Fabien CHAPELLE
Commissaire aux Comptes associé

ANNEXE

Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/12/2019 12			Exercice N-1 31/12/2018 12		Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net	Euros	%	
	Capital souscrit non appelé (I)							
ACTIF IMMOBILISÉ	Immobilisations incorporelles							
	Frais d'établissement							
	Frais de développement							
	Concessions, brevets et droits similaires	1 058	1 058					
	Fonds commercial (1)							
	Autres immobilisations incorporelles							
	Avances et acomptes							
	Immobilisations corporelles							
	Terrains							
	Constructions							
	Installations techniques, matériel et outillage	2 557	2 557					
	Autres immobilisations corporelles	90 003	21 049	68 954	32 971	35 983	109.13	
	Immobilisations en cours	104 236	104 236		81 616	81 616	100.00	
Avances et acomptes								
Immobilisations financières (2)								
Participations mises en équivalence								
Autres participations	90 453	90 453		49 453	49 453	100.00		
Créances rattachées à des participations	1 016	1 001	15	1 001	986	98.48		
Autres titres immobilisés								
Prêts								
Autres immobilisations financières	62 389		62 389	76 839	14 450	18.81		
Total II	351 712	220 354	131 358	241 881	110 522	45.69		
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en cours							
	Matières premières, approvisionnements	1 397 742		1 397 742	1 329 811	67 931	5.11	
	En-cours de production de biens							
	En-cours de production de services							
	Produits intermédiaires et finis							
	Marchandises							
	Avances et acomptes versés sur commandes	1 137 588		1 137 588	1 420 871	283 283	19.94	
	Créances (3)							
	Clients et comptes rattachés	199 399		199 399	71 889	127 510	177.37	
	Autres créances	1 582 764		1 582 764	1 883 460	300 696	15.97	
Capital souscrit - appelé, non versé								
Valeurs mobilières de placement	86 632	6 804	79 828	958 641	878 813	91.67		
Disponibilités	3 656 275		3 656 275	2 265 850	1 390 425	61.36		
Charges constatées d'avance (3)	139 663		139 663	1 444	138 219	NS		
Total III	8 200 064	6 804	8 193 259	7 931 966	261 294	3.29		
Comptes de Régularisation	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)							
	Primes de remboursement des obligations (V)							
	Ecart de conversion actif (VI)	251		251	37	214	585.66	
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)	8 552 027	227 158	8 324 869	8 173 883	150 986	1.85		

- (1) Dont droit au bail
(2) Dont à moins d'un an
(3) Dont à plus d'un an

BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
		31/12/2019	12	31/12/2018	12	Euros	%
CAPITAUX PROPRES	Capital (Dont versé :)	269 446		270 841		1 395	0.52
	Primes d'émission, de fusion, d'apport	2 792 113		2 792 113			
	Ecarts de réévaluation						
	Réserves						
	Réserve légale	26 945		27 084		140	0.52
	Réserves statutaires ou contractuelles						
	Réserves réglementées						
	Autres réserves						
	Report à nouveau	611 191		901 562		290 371	32.21
	Résultat de l'exercice (Bénéfice ou perte)	19 049		168 433		149 384	88.69
Subventions d'investissement	5 485				5 485		
Provisions réglementées	355 060		204 139		150 920	73.93	
Total I	4 041 191		4 027 307		13 884	0.34	
AUTRES FONDS PROPRES	Produit des émissions de titres participatifs						
	Avances conditionnées						
Total II							
PROVISIONS	Provisions pour risques	2 360 600		1 901 900		458 700	24.12
	Provisions pour charges						
	Total III	2 360 600		1 901 900		458 700	24.12
DETTES (I)	Dettes financières						
	Emprunts obligataires convertibles						
	Autres emprunts obligataires						
	Emprunts auprès d'établissements de crédit	50 791		251 051		200 260	79.77
	Concours bancaires courants	436		1 820		1 383	76.01
	Emprunts et dettes financières diverses	60 994		54 319		6 674	12.29
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	7 382		61 834		54 452	88.06
	Dettes d'exploitation						
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 139 950		1 060 457		79 493	7.50
	Dettes fiscales et sociales	324 725		127 923		196 802	153.84
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés							
Autres dettes	288 339		642 098		353 759	55.09	
Comptes de Régularisation	Produits constatés d'avance (1)						
	Total IV	1 872 618		2 199 502		326 884	14.86
	Ecarts de conversion passif (V)	50 460		45 174		5 286	11.70
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V)		8 324 869		8 173 883		150 986	1.85

(1) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an

1 872 618 2 199 502

SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2019	12	31/12/2018	12	Euros	%
Ventes marchandises + Production	10 584 316	100.00	9 826 675	100.00	757 641	7.71
+ Ventes de marchandises						
- Coût d'achat des marchandises vendues						
Marge commerciale						
+ Production vendue	10 584 316	100.00	9 826 675	100.00	757 641	7.71
+ Production stockée ou déstockage						
+ Production immobilisée						
Production de l'exercice	10 584 316	100.00	9 826 675	100.00	757 641	7.71
- Matières premières, approvisionnements consommés	9 379 294	88.62	9 227 764	93.91	151 529	1.64
- Sous traitance directe	126 099	1.19	169 410	1.72	43 311	25.57
Marge brute de production	1 078 924	10.19	429 501	4.37	649 423	151.20
Marge brute globale	1 078 924	10.19	429 501	4.37	649 423	151.20
- Autres achats + charges externes	213 958	2.02	229 991	2.34	16 033	6.97
Valeur ajoutée	864 966	8.17	199 510	2.03	665 456	333.54
+ Subventions d'exploitation						
- Impôts, taxes et versements assimilés	10 615	0.10	7 888	0.08	2 727	34.57
- Salaires du personnel	167 369	1.58	167 666	1.71	297	0.18
- Charges sociales du personnel	77 113	0.73	77 829	0.79	716	0.92
Excédent brut d'exploitation	609 869	5.76	53 873	0.55	663 742	NS
+ Autres produits de gestion courante	33		25		8	32.92
- Autres charges de gestion courante	73 312	0.69	68 931	0.70	4 381	6.36
+ Reprises amortissements provisions, transferts de charges	3 366	0.03	4 388	0.04	1 022	23.29
- Dotations aux amortissements	11 495	0.11	13 306	0.14	1 811	13.61
- Dotations aux provisions						
Résultat d'exploitation	528 463	4.99	131 696	1.34	660 159	501.27
+ Quotes parts de résultat sur opérations en commun						
+ Produits financiers	17 547	0.17	29 301	0.30	11 754	40.11
- Charges financières	68 063	0.64	18 444	0.19	49 620	269.04
Résultat courant	477 947	4.52	120 838	1.23	598 785	495.53
+ Produits exceptionnels	415 215	3.92	121 918	1.24	293 297	240.57
- Charges exceptionnelles	853 535	8.06	169 513	1.73	684 023	403.52
Résultat exceptionnel	438 321	4.14	47 595	0.48	390 726	820.95
- Impôt sur les bénéfices	58 675	0.55			58 675	
- Participation des salariés						
Résultat NET	19 049	0.18	168 433	1.71	149 384	88.69

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N 31/12/2019 12			Exercice N-1 31/12/2018 12		Ecart N / N-1	
	France	Exportation	Total			Euros	%
Produits d'exploitation (1)							
Ventes de marchandises							
Production vendue de biens	10 490 072		10 490 072	9 610 574		879 498	9.15
Production vendue de services	2 223	92 022	94 245	216 101		121 856	56.39
Chiffre d'affaires NET	10 492 295	92 022	10 584 316	9 826 675		757 641	7.71
Production stockée							
Production immobilisée							
Subventions d'exploitation							
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			3 366	4 388		1 022	23.29
Autres produits			33	25		8	32.92
Total des Produits d'exploitation (I)			10 587 716	9 831 089		756 627	7.70
Charges d'exploitation (2)							
Achats de marchandises							
Variation de stock (marchandises)							
Achats de matières premières et autres approvisionnements			9 447 225	9 474 065		26 840	0.28
Variation de stock (matières premières et autres approvisionnements)			67 931	246 300		178 369	72.42
Autres achats et charges externes *			340 057	399 401		59 344	14.86
Impôts, taxes et versements assimilés			10 615	7 888		2 727	34.57
Salaires et traitements			167 369	167 666		297	0.18
Charges sociales			77 113	77 829		716	0.92
Dotations aux amortissements et dépréciations							
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			11 495	13 306		1 811	13.61
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations							
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations							
Dotations aux provisions							
Autres charges			73 312	68 931		4 381	6.36
Total des Charges d'exploitation (II)			10 059 254	9 962 785		96 469	0.97
1 - Résultat d'exploitation (I-II)			528 463	131 696		660 159	501.27
Quotes-parts de Résultat sur opération faites en commun							
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)							
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)							

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs

(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2019	12	31/12/2018	12	Euros	%
Produits financiers						
Produits financiers de participations (3)						
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)	1 647		1 888		240	12.73
Autres intérêts et produits assimilés (3)	11 518		27 413		15 896	57.98
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges	4 382				4 382	
Différences positives de change						
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement						
Total V	17 547		29 301		11 754	40.11
Charges financières						
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	57 259		4 382		52 877	NS
Intérêts et charges assimilées (4)	10 805		14 062		3 257	23.16
Différences négatives de change						
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement						
Total VI	68 063		18 444		49 620	269.04
2. Résultat financier (V-VI)	50 516		10 858		61 374	565.25
3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)	477 947		120 838		598 785	495.53
Produits exceptionnels						
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	31 045		96 928		65 883	67.97
Produits exceptionnels sur opérations en capital	384 170		24 990		359 180	NS
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges						
Total VII	415 215		121 918		293 297	240.57
Charges exceptionnelles						
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	20 245		1 851		18 394	993.63
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	119 434		9 104		110 330	NS
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	713 857		158 558		555 299	350.22
Total VIII	853 535		169 513		684 023	403.52
4. Résultat exceptionnel (VII-VIII)	438 321		47 595		390 726	820.95
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)						
Impôts sur les bénéfices (X)	58 675				58 675	
Total des produits (I+III+V+VII)	11 020 478		9 982 308		1 038 170	10.40
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	11 039 527		10 150 741		888 786	8.76
5. Bénéfice ou perte (total des produits - total des charges)	19 049		168 433		149 384	88.69

* Y compris : Redevance de crédit bail mobilier
: Redevance de crédit bail immobilier
(3) Dont produits concernant les entreprises liées
(4) Dont intérêts concernant les entreprises liées

1 647 1 888

ANNEXE

Exercice du 01/01/2019 au 31/12/2019

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice, dont le total est de 8 324 868.53 Euros et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, dont le chiffre d'affaires est de 10 584 316.41 Euros et dégagant un déficit de 19 049.20- Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/01/2019 au 31/12/2019.

Les notes et les tableaux présentés ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

GOLD BY GOLD est une société anonyme de droit français, soumise à la réglementation sur les sociétés commerciales en France.

GOLD BY GOLD a été constituée le 23 janvier 1992 et son siège social est situé 111 avenue Victor Hugo à PARIS 16ème.

Le Groupe est présent dans le secteur des métaux précieux que ce soit dans le négoce, la collecte et le recyclage. L'activité de négoce est principalement réalisée avec des matières en provenance d'Amérique latine alors que l'activité recyclage est effectuée auprès des particuliers par le site internet français GoldbyGold.com ou directement auprès de certains tiers professionnels collecteurs.

Le Groupe est confronté à une situation de marché particulièrement adverse au Pérou. Dans un contexte de raréfaction des volumes d'Or, GOLD BY GOLD doit faire face à des contraintes administratives péruviennes drastiques qui ont conduit à l'arrêt de son activité de négoce avec ce pays en septembre.

Dans le même temps, le Groupe a consolidé l'activité d'Or tracé, qui représente désormais une part significative de l'activité du Groupe. A travers cette activité, GOLD BY GOLD fournit à des joailliers, des maisons de monnaie ou des organisations internationales un Or 100% tracé et certifié depuis la mine, issu de communautés minières responsables de Bolivie, de Colombie et du Pérou.

L'activité de Collecte & Recyclage est pour sa part demeurée atone, les conditions législatives, réglementaires et de marché en France ne permettant actuellement pas d'envisager son redéploiement pour les acteurs du recyclage via Internet.

Le Groupe demeure mobilisé sur les actions en justice entamées au Pérou par son représentant afin d'obtenir la libération des quantités d'Or toujours immobilisées depuis le début de l'année 2014 par les autorités locales.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2019 au 31/12/2019

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS POSTERIEURS A LA CLOTURE

En mars 2020, la pandémie de COVID-19 a paralysée l'activité du Groupe. L'impossibilité de transport des marchandises précieuses entre la Colombie et l'Europe, la baisse drastique de la demande bijoutière, la fermeture de la majorité des bureaux de Poste et la grande difficulté de faire transporter les matières précieuses en Europe a conduit à l'arrêt des activités du Groupe jusqu'à nouvel ordre. De manière prudente, la Société a demandé un report de ses échéances à court terme sur ses charges sociales.

- REGLES ET METHODES COMPTABLES -

(PCG Art. 831-1/1)

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2014-03 et des règlements ANC 2018-07 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

Permanence des méthodes

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2019 au 31/12/2019

Informations générales complémentaires

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat augmenté des frais accessoires) ou à leur coût de production après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement.

Les frais accessoires représentent l'ensemble des coûts engagés pour mettre l'immobilisation en place et en état de fonctionner. Ils sont obligatoirement immobilisés.

Les frais d'acquisition des immobilisations à savoir les droits de mutation, les honoraires, les commissions et les frais d'actes sont inscrits en charge.

Les intérêts des emprunts spécifiques à l'acquisition ou à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût d'acquisition ou de production de ces immobilisations.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles ont été amorties de la manière suivante en mode linéaire :

- Logiciels 1 à 2 ans

Immobilisations corporelles

Il s'agit des dépenses qui satisfont aux critères suivants :

- Le bien est détenu par l'entité soit pour être utilisé dans la production ou la fourniture de biens ou de services, soit pour être loué à des tiers, soit à des fins administratives.
- La durée d'utilisation prévisionnelle excède un exercice.
- La dépense réalisée générera des avantages économiques futurs.

Le mode d'amortissement linéaire est retenu comme amortissement économique. Les possibilités fiscales d'amortissements complémentaires sont constatées en amortissements dérogatoires.

Les taux retenus sont les suivants :

Immobilisations non décomposées

- Matériel et outillage 3 ans
- Agencements, installations 5 à 15 ans
- Matériel de transport 3 à 4 ans
- Matériel de bureau 3 ans
- Mobilier de bureau 3 à 4 ans

ANNEXE

Exercice du 01/01/2019 au 31/12/2019

Immobilisations décomposables

Si les éléments constitutifs d'un actif ont des durées d'utilisation différentes, chaque élément est comptabilisé séparément et un plan d'amortissement propre à chacun est retenu (Art 311-2 PCG).

Notre société ne présente aucune immobilisation décomposable.

A chaque clôture, s'il existe un indice quelconque montrant qu'un actif a perdu de manière significative de sa valeur, il est procédé à un test de dépréciation. La comptabilisation d'une dépréciation modifiera prospectivement la base amortissable de l'actif concerné.

IMMOBILISATIONS FINANCIERES ET VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée pour le montant de la différence.

STOCKS

Les stocks de métaux non transformés sont comptabilisés au coût d'achat. Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure au cours de réalisation.

Les stocks de métaux transformés sont évalués à la clôture de l'exercice en référence à une valeur de marché. En raison des coûts de transformation, il a été estimé que le coût de revient des métaux est comparable au cours de clôture établi par le London Bullion Market Association exprimé en euros. Compte tenu de la rotation rapide du stock, une provision pour dépréciation est constituée lorsque le cours de réalisation (cours moyen de janvier) est inférieur à cette valeur de marché.

CREANCES ET DETTES

Les créances, dont les créances clients, sont évaluées à leur valeur nominale. Les créances clients font l'objet, le cas échéant, d'une provision calculée sur la base du risque de non recouvrement.

OPERATIONS EN DEVISES

Les charges et les produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération.

Les dettes, créances et disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2019 au 31/12/2019

Les pertes et gains de changes réalisés sur les opérations de négoce sont enregistrés au résultat d'exploitation. Ils sont inclus dans le prix de vente et le coût d'achat des marchandises.

Les pertes et gains de changes constatés lors d'opérations financières sont enregistrés en résultat financier conformément au plan comptable général.

La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en "écart de conversion". Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision en totalité.

CHANGEMENTS DE METHODE

Les méthodes d'évaluation et de présentation des comptes annuels retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Etablissement des états financiers en conformité avec :

- le P.C.G. 1999 homologué par arrêté du 22 juin 1999
- les articles L123-12 à L123-28 du Code du Commerce

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

INDEMNITES DE FIN DE CARRIERE

En France, les indemnités de fin de carrière ne sont dues que si le salarié est présent dans l'entreprise au moment de son départ à la retraite. Dans le cas d'un départ avant cette date, il ne percevra pas ces indemnités.

Le caractère non significatif nous a conduits à ne pas constater de provision.

MEDAILLES DU TRAVAIL

Le caractère non significatif nous a conduits à ne pas constater de provision.

HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Les honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat se sont élevés à 13 K€.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2019 au 31/12/2019

RECONNAISSANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires est présenté hors taxes et après déduction des rabais, remises et ristournes accordés. Le chiffre d'affaires est reconnu après la livraison chez le client et une fois la qualité et le prix des métaux contenus connus.

CAPITAUX PROPRES

Le capital au 31 décembre 2019 est fixé à 269.446,20 euros, composé de 2.694.462 actions ordinaires d'une valeur de 0,10 euros chacune. Il est entièrement libéré.

INTEGRATION FISCALE

A partir de l'exercice ouvert au 01/01/2015, la société SA GOLD BY GOLD est comprise dans le périmètre d'intégration fiscale du groupe SA GOLD BY GOLD. Elle agit en qualité de tête de groupe.

OPERATIONS A LONG TERME

Néant.

PASSIFS EVENTUELS

Néant.

AUTRES INFORMATIONS NON COMPTABILISEES

Néant.

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN -

ANNEXE

Exercice du 01/01/2019 au 31/12/2019

Etat des immobilisations

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Autres postes d'immobilisations incorporelles	1 058		
TOTAL	1 058		
Installations techniques, Matériel et outillage industriel	2 557		
Installations générales agencements aménagements divers			2 000
Matériel de transport	33 431		67 450
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	26 588		0
Immobilisations corporelles en cours	81 616		22 621
TOTAL	144 192		92 071
Autres participations	91 454		15
Prêts, autres immobilisations financières	76 839		1 244
TOTAL	168 293		1 259
TOTAL GENERAL	313 544		93 330

	Diminutions		Valeur brute en fin d'exercice	Réévaluation Valeur d'origine fin exercice
	Poste à Poste	Cessions		
Autres immobilisations incorporelles			1 058	1 058
TOTAL			1 058	1 058
Installations techniques, Matériel et outillage industriel			2 557	2 557
Installations générales agencements aménagements divers			2 000	2 000
Matériel de transport		29 731	71 150	71 150
Matériel de bureau et informatique, Mobilier		9 736	16 853	16 853
Immobilisations corporelles en cours			104 236	104 236
TOTAL		39 467	196 796	196 796
Autres participations			91 469	91 469
Prêts, autres immobilisations financières		15 694	62 389	62 389
TOTAL		15 694	153 858	153 858
TOTAL GENERAL		55 161	351 712	351 712

Les immobilisations en cours représentent des dépenses de mise au point d'un procédé, propre et respectueux de l'environnement, pour la récupération de métaux communs et spéciaux sur une mine au Pérou. Ces travaux de recherche pourraient, en cas de succès, déboucher sur une mise en oeuvre industrielle de ce procédé innovant.

Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice	Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Autres immobilisations incorporelles	1 058			1 058
TOTAL	1 058			1 058
Installations techniques, Matériel et outillage industriel	2 557			2 557
Installations générales agencements aménagements divers		572		572
Matériel de transport	5 976	8 891	7 759	7 109
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	21 072	2 033	9 736	13 368
TOTAL	29 605	11 495	17 495	23 606
TOTAL GENERAL	30 663	11 495	17 495	24 664

ANNEXE

Exercice du 01/01/2019 au 31/12/2019

Ventilation des dotations de l'exercice	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Amortissements dérogatoires	
				Dotations	Reprises
Instal.générales agenc.aménag.divers	572				
Matériel de transport	8 891				
Matériel de bureau informatique mobilier	2 033				
TOTAL	11 495				
TOTAL GENERAL	11 495				

Etat des provisions

Provisions réglementées	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Hausse des prix	204 139	150 920			355 060
TOTAL	204 139	150 920			355 060

Provisions pour risques et charges	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Autres provisions pour risques et charges	1 901 900	458 700			2 360 600
TOTAL	1 901 900	458 700			2 360 600

Provisions pour dépréciation	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Sur immobilisations corporelles		104 236			104 236
Sur titres de participation	41 000	49 453			90 453
Sur autres immobilisations financières		1 001			1 001
Autres provisions pour dépréciation	4 382	6 804	4 382		6 804
TOTAL	45 382	161 495	4 382		202 495
TOTAL GENERAL	2 151 421	771 115	4 382		2 918 155
Dont dotations et reprises					
financières		57 259	4 382		
exceptionnelles		713 857			

Pour rappel, début 2014, le Groupe avait subi des immobilisations de matières par les autorités au départ du Pérou à la suite d'un renforcement rigoureux des contrôles sur les exportations d'Or dans le cadre de la politique de lutte contre l'extraction aurifère illégale. Ainsi, le Groupe avait dû faire face à un renforcement drastique des contraintes administratives et réglementaires liées à ses activités au Pérou.

Dans le cadre des enquêtes diligentées par les autorités péruviennes sur ces matières immobilisées, les rapports d'enquêtes concluent qu'il n'existe pas d'indice ou de preuve d'extraction illégale sur les marchandises. Malgré ces rapports d'enquête, les autorités locales ont maintenu immobilisé les matières ayant fait l'objet des contrôles. Devant cette situation, le représentant de GOLD BY GOLD sur place a obtenu la restitution des matières par voie judiciaire le 15 juillet 2015.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2019 au 31/12/2019

Alors que, d'une part, les rapports d'enquête ont conclu qu'il n'y avait pas d'indice d'extraction illégale, que le séquestre de l'Or a été déclaré abusif et qu'un juge a ordonné la libération de la marchandise, le procureur a mis en accusation dans la foulée le représentant de GOLD BY GOLD sur la base des mêmes griefs, et des mêmes rapports de police, tout en demandant des éléments d'enquête supplémentaires, ordonnant, une nouvelle fois, la mise sous séquestre provisoire de la marchandise. Au 31 décembre 2019, le procès était toujours en cours sans que l'affaire n'ait progressé au fonds. Toutefois, l'autorité judiciaire ayant conclu son instruction début 2020, un procès en première instance qui décidera de la libération des matières ou non, est prévu de se tenir courant 2020 si la situation sanitaire le permet.

De fait, au regard de l'incertitude manifeste régnant sur l'issue de cette procédure de la part des autorités, du risque Pays correspondant, de la longueur de la procédure qui dure depuis plus de six années et de l'arrêt des activités de négoce, toutes les provisions ont été maintenues et même complétées dans les comptes établis au 31 décembre 2019. En conséquence, à cette date, l'ensemble des provisions correspondant aux opérations péruviennes s'élève à un montant de 2 361 K€. A ce jour, GOLD BY GOLD, de manière directe et indirecte, bénéficie de la part de son représentant local pour les avances effectuées, d'une hypothèque sur un bien immobilier ainsi qu'une garantie correspondant à des parts de sociétés bénéficiaires de titres miniers (mine de Tungstène située au Pérou).

Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Créances rattachées à des participations	1 016	0	1 016
Autres immobilisations financières	62 389		62 389
Autres créances clients	199 399	199 399	
Taxe sur la valeur ajoutée	16 299	16 299	
Débiteurs divers	1 566 466	1 566 466	
Charges constatées d'avance	139 663	139 663	
TOTAL	1 985 232	1 921 827	63 405

ANNEXE

Exercice du 01/01/2019 au 31/12/2019

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes ets crédit à 1 an maximum à l'origine	1 227	1 227		
Emprunts et dettes ets crédit à plus de 1 an à l'origine	50 000	50 000		
Fournisseurs et comptes rattachés	1 139 950	1 139 950		
Personnel et comptes rattachés	3 482	3 482		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	22 340	22 340		
Impôts sur les bénéficiaires	58 675	58 675		
Taxe sur la valeur ajoutée	211 463	211 463		
Autres impôts taxes et assimilés	28 766	28 766		
Groupe et associés	60 994	60 994		
Autres dettes	288 339	288 339		
TOTAL	1 865 236	1 865 236		
Emprunts remboursés en cours d'exercice	200 000			
Montant emprunts et dettes contractés aup.ass.pers.phys.	60 994			

Composition du capital social

(PCG Art. 831-3 et 832-13)

Différentes catégories de titres	Valeurs nominales en euros	Nombre de titres			
		Au début	Créés	Remboursés	En fin
Actions et parts sociales	0.1000	2 708 412		13 950	2 694 462

Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Autres immobilisations financières	7 889
Créances clients et comptes rattachés	31 301
Autres créances	1 516 388
Total	1 555 578

Charges à payer

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 227
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	109 407
Dettes fiscales et sociales	32 052
Autres dettes	104 049
Total	246 735

ANNEXE

Exercice du 01/01/2019 au 31/12/2019

Charges et produits constatés d'avance

Charges constatées d'avance	Montant
Charges d'exploitation	139 663
Total	139 663

Ecart de conversion sur créances et dettes en monnaies étrangères

(PCG Art. 946-66 et 947-76)

Nature des écarts	Montant actif	Différences compensées par une couverture de change	Provision pour perte de change	Montant passif
Dettes d'exploitation	251			50 460
Total	251			50 460

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT -**Ventilation du chiffre d'affaires net**

(PCG Art. 831-2/14)

Répartition par secteur d'activité	Montant
VENTES DE PRODUITS FINIS	10 490 072
PRESTATIONS DE SERVICES	94 245
Total	10 584 317

Répartition par secteur géographique	Montant
FRANCE	2 097 920
ETRANGER	8 486 397
Total	10 584 317

Rémunération des dirigeants

(PCG Art. 831-3, 832-12, 832-13)

Rémunérations allouées aux membres	Montant
des organes de direction ou de gérance	15 000
des organes d'administration	138 366
Total	153 366

Effectif moyen

(PCG Art. 831-3)

	Personnel salarié
Cadres	2
Total	2

ANNEXE

Exercice du 01/01/2019 au 31/12/2019

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

	Résultat avant impôt	Impôt
Résultat courant	477 947	58 675
Résultat exceptionnel (hors participation)	438 321	
Résultat comptable (hors participation)	39 626	

- ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS -**Engagements financiers**

(PCG Art. 531-2/9)

Engagements donnés

Autres engagements donnés :		422 347
ENGAGEMENTS NON RESILIAIBLES	142 075	
SUBVENTION D'EQUILIBRE	280 272	
Total (1)		422 347
(1) Dont concernant les filiales		142 075

Le montant global des engagements non résiliables correspondant aux loyers futurs des locaux occupés par les activités du Groupe s'élevait, au 31 décembre 2019, à 142 075 €.

Au 31/12/2017 : Subvention d'équilibre avec clause de retour à meilleure fortune (filiale AURFINA FONDEUR AFFINEUR) pour un montant de 280 272 €

Engagements reçus

Néant.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2019 au 31/12/2019

Accroissements et allègements dette future d'impôt

(PCG Art. 831-2/19, Art. 832-12 et Art. 832-13)

Nature des différences temporaires	Montant
Accroissements	
Provisions réglementées :	
- provisions pour hausse des prix	355 060
Total des accroissements	355 060

Identité des sociétés mères consolidant les comptes

(PCG Art. 831-3)

Dénomination sociale	Forme	Capital	Siège social
GOLD BY GOLD	SA	269 446	111 AVENUE VICTOIRE HUGO

Liste des filiales et participations

(Code du Commerce Art. L 233-15; PCG Art. 832-6, 833-6 et 841-6)

Filiales et participations	Capitaux propres	Quote part du capital détenue en pourcentage	Résultat du dernier exercice clos
A. Renseignements détaillés sur les filiales et participations			
- Filiales (+50% du capital détenu)			
- AURFINA FONDEUR AFFINEUR	25 639	100.00	102 606
- COLOMBIE	88 549	50.20	14 703
B. Renseignements globaux sur les autres filiales et participations			

- INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES -**Produits et charges exceptionnels**

(PCG Art. 831-2/13)

Nature	Montant	imputé au compte
Produits exceptionnels		
- Autres produits exceptionnels s/op gest.	22 970	
- Produits s/exercices antérieur	8 075	
- Produits cessions d'éléments actifs	24 990	
- QP des subventions investissements	515	
- Produits exceptionnels divers	358 665	
Total	415 215	
Charges exceptionnelles		
- Pénalité, Amende Fiscaux	20 245	
- Valeur comptable éléments actifs cédées	21 973	
- Charges exceptionnelles divers	97 461	
- Dotations amort. except. immobilières	104 236	
- Dotations provisions réglementés	150 920	
- Dotations prov. risques charges except.	458 700	
Total	853 535	

Tableau des résultats de la société au cours des 5 derniers exercices

(Code du Commerce Art. R 225-102)

	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2017	31/12/2018	31/12/2019
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
Capital social	273 361	273 361	270 841	270 841	269 446
Nbre des actions ordinaires existantes	2 733 612	2 733 612	2 708 412	2 708 412	2 694 462
Nbre des actions à dividendes prioritaires existantes					
Nbre maximal d'actions futures à créer					
- par conversion d'obligations					
- par exercice de droit de souscription					
OPERATIONS ET RESULTATS					
Chiffre d'affaires hors taxes	84 762 839	59 769 782	10 211 166	9 826 675	10 584 316
Résultat avant impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	873 716	399 233	1 085 819-	7 812	817 854
Impôts sur les bénéfices	16 734	94 764	47 830		58 675
Participation des salariés au titre de l'exercice		108 786			
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	129 762-	158 599	174 072	168 433-	19 049-
Résultat distribué	109 344	108 786	108 336	107 778	
RESULTAT PAR ACTION					
Résultat après impôts, participation des salariés mais avant dotations aux amortissements et provisions			0.48-		0.28
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	0.05-	0.06	0.06	0.06-	0.01-
Dividende distribué à chaque action	0.04	0.04	0.04	0.04	
PERSONNEL					
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	2	2	2	2	2
Montant de la masse salariale de l'exercice	154 193	154 000	159 267	167 666	167 369
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice	72 308	71 587	74 091	77 829	77 113